

J'ai déjà démontré qu'il ne peut être question de retrancher des recettes ordinaires l'augmentation du subside fédéral. Quant à la somme remboursée au fonds d'emprunt municipal, ici encore, pour abrégér, je consens à faire la discussion comme si elle ne devait pas être comptée parmi les recettes ordinaires.

Mais M. Shehyn a tort de compter dans les dépenses ordinaires la somme de \$100,000.00 votée et dépensée pour la colonisation en sus de la somme de \$70,000.00 qui représente l'allocation ordinaire pour cette fin. Lorsque cette somme de \$100,000.00 a été votée, l'hon. M. Robertson a dit à la chambre ce qui suit :

“ Je désire déclarer que les \$100,000.00 pour chemins de colonisation devront être pris sur un emprunt temporaire. On ne peut s'attendre que cette somme soit dépensée à même les revenus ordinaires de la province.”

(Débats, Desjardins, 1885, p. 1500.)

Done, pour l'année finissant le 30 juin 1886, nous avons un budget en équilibre. Et M. Shehyn qui nous disait, le 11 mai 1886 que pour cette même année, il y avait un déficit de \$310,435.02 ! Où sont ceux qui ont trompé le public ? N'est-il pas intéressant de voir M. Shehyn, le grand financier du parti libéral, ainsi réfuté par lui-même ? N'avons-nous pas raison de dire que les conservateurs ont laissé les finances de la province dans un bon état et que l'on en trouve sinon l'aveu, du moins la preuve dans les discours même de M. Shehyn, le trésorier actuel ?

Oui, les conservateurs ont laissé la province dans une situation florissante, tellement florissante, que les libéraux sont allés s'en vanter en France lorsqu'il s'est agi de contracter l'emprunt de l'an dernier. N'ont-ils pas dit là-bas que notre province se trouvait dans un état prospère et qu'elle était digne de confiance ?

Ils avaient le droit de parler ainsi, car c'était l'exacte vérité. Mais alors pourquoi tenaient-ils ici un autre langage ?

S'ils ne trompaient pas les banquiers en France, ils cherchaient à tromper ici l'opinion publique.

Est-ce là une honnête politique ?

Ils se vantent d'avoir emprunté à des conditions avantageuses ; mais cet emprunt, s'il est un succès, fait l'éloge des conservateurs qui ont administré les affaires de la province ; il donne le démenti à toutes les criailleries des libéraux. Car, on le comprend, l'emprunt n'aurait pas réussi, si le crédit de la province n'eut pas été bon, si ses finances eussent été en mauvais état.

Voilà la défense des conservateurs.

La conduite des libéraux depuis qu'ils sont au pouvoir

Examinons maintenant l'administration des libéraux. Nous devons juger leurs actes, non seulement au point de vue de leur mérite intrinsèque, mais aussi en les confrontant avec ce qu'ils préchaient quand ils étaient dans l'opposition.

Continuons de parler finances.

Nos adversaires se contredisent avec un sans-gêne qui tient du cynisme. Au lieu de pratiquer l'économie qu'ils ont tant prêchée, ils augmentent les dépenses annuelles sans nécessité.

Eux qui s' alarmaient de la dette de la province, ont-ils essayé de la diminuer ? Non : au contraire, ils l'ont augmentée.

Ils nous blâmaient d'avoir créé une dette pour la construction de chemins de fer ; et c'est précisément pour des entreprises du même genre qu'ils ajoutent à cette dette.